

entretien

«Un arrangement en faveur de la paix entre le Tigré et l'Éthiopie est peu probable»

William Davidson

Spécialiste de l'Éthiopie.

Les discussions en faveur d'un processus de paix entre le gouvernement fédéral éthiopien et les forces rebelles du Tigré ont démarré mardi 25 octobre en Afrique du Sud.

William Davison, spécialiste de l'Éthiopie au sein de l'International Crisis Group (ICG), décrypte les obstacles majeurs à une issue pacifique et durable.

La Croix : Sur le terrain, une violente offensive conjointe des gouvernements éthiopiens et érythréens se poursuit depuis deux mois dans la région du Tigré. Peut-on espérer un accord à l'issue des pourparlers menés sous le patronage de l'Union africaine (UA) ?

William Davison : Il est probablement trop tôt pour espérer un compromis politique. Sur le ter-



rain, le gouvernement éthiopien, avec l'aide de son allié érythréen, reste déterminé à reprendre le contrôle des infrastructures fédérales et le blocus imposé au Tigré ne montre aucun signe de relâchement. Les forces fédérales ont annoncé il y a quelques jours avoir repris Shire, l'une des principales villes du Tigré.

De leur côté, les forces du Tigré continuent pour l'instant de résister à l'assaut. Clairement, si le gouvernement éthiopien avance dans les discussions avec l'intention d'affirmer son autorité militaire sur le Tigré, les combats pourraient continuer.

La communauté internationale peut-elle peser dans les négociations ?

W. D. : Les États-Unis ont déjà pris des initiatives et peuvent suivre la pression exercée depuis deux ans, en décidant par exemple de ne pas voter le renouvellement des financements accordés à l'État éthiopien au sein de la Banque mondiale et du FMI (une délégation éthiopienne s'est récemment déplacée à Washington, NDLR).

Comme l'ICG l'a souligné précédemment, les États-Unis, les États membres de l'Union européenne et d'autres pourraient aussi collectivement faire savoir au gouvernement fédéral éthiopien qu'ils ne reprendront l'aide non humanitaire qu'une fois qu'il sera mis fin au blocus du Tigré. Car dans toute la région qui est en dehors du contrôle gouvernemental, le commerce, les transports, les services bancaires, l'électricité et les télécommunications sont totalement coupés.

Le président de la commission de l'UA, Moussa Faki, a salué mardi les efforts menés pour «faire taire les armes vers une Éthiopie unie, stable, pacifique et résiliente» : à quoi peuvent aboutir les échanges qui ont lieu jusqu'au 30 octobre ?

W. D. : Les médiateurs de l'Union africaine essaieront de négocier une trêve. Mais, quand bien même

une trêve serait décidée, le gouvernement éthiopien pourrait avoir des difficultés à convaincre son allié érythréen de cesser ses opérations militaires. Or le président érythréen, Isaias Afwerki, est aujourd'hui insensible aux pressions extérieures et semble déterminé à écraser les dirigeants du Tigré.

«Les forces du Tigré continuent pour l'instant de résister à l'assaut. Clairement, si le gouvernement éthiopien avance dans les discussions avec l'intention d'affirmer son autorité militaire sur le Tigré, les combats pourraient continuer.»

Pour rappel, l'élite du Tigré, représentée par le Front de libération du peuple du Tigré, a longtemps dominé l'appareil politique éthiopien et était partie prenante de la guerre frontalière qui a longtemps opposé les deux pays. Isaias Afwerki veut faire en sorte que le Tigré ne soit plus jamais un rival politique et militaire pour l'Érythrée.

Sophie Alary

essentiel

Soudan — Manifestations anti-putsch à Khartoum

Des milliers de Soudanais ont défilé jeudi 27 octobre dans plusieurs quartiers de Khartoum pour dénoncer le pouvoir militaire installé par un putsch il y a un an et demander justice pour les victimes de la répression. Les manifestants ont monté des barricades, le mode opératoire des anti-putsch depuis que le chef de l'armée, le général Abdel Fattah Al Burhane, a interrompu la transition démocratique en 2021. «Les militaires à la caserne», ont-ils scandé, réclamant un pouvoir civil dans un pays quasiment toujours sous la coupe de généraux depuis l'indépendance.

Proche-Orient
Le Liban et Israël délimitent leur frontière maritime

Israël et le Liban se sont entendus sur leur frontière en Méditerranée et sur la répartition des gisements gaziers offshore. La signature de l'accord, jeudi 27 octobre, a été saluée par le chef du Hezbollah pro-iranien au Liban, Hassan Nasrallah, qui a annoncé que sa formation mettrait fin à toutes les mesures militaires «exceptionnelles» mises en place ces derniers mois face à Israël, parlant d'une «grande victoire» pour le Liban. Quant au premier ministre israélien, Yaïr Lapid, il a affirmé que l'accord constituait une «reconnaissance» de fait de l'État hébreu par Beyrouth. Le président libanais Michel Aoun, allié du Hezbollah, a rétorqué qu'il était purement «technique» et n'avait aucune «dimension politique».

Sur
www.la-croix.com
— Chine : Xi Jinping renforce la puissance de son armée

Retour aux élections en Irlande du Nord



Faute de compromis entre les protestants du DUP et les catholiques du Sinn Féin, le blocage des institutions persiste.

Il restait encore un dernier espoir, certes minime, d'arriver à un accord entre les partis nord-irlandais pour la formation d'un gouvernement. Mais ni la visite à Belfast du ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, Chris Heaton-Harris, mercredi 26 octobre, ni les pressions du gouvernement de Dublin n'auront permis de mettre un

terme au blocage des institutions nord-irlandaises, ce qui signifie de nouvelles élections. Les dernières en mai dernier avaient été remportées par les républicains du Sinn Féin – favorables à la réunification de l'île d'Irlande.

Au cœur du problème, le «protocole nord-irlandais», né du Brexit. Le Parti unioniste (DUP), favorable au maintien de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni, réclame l'abrogation de cet accord négocié entre Londres et Bruxelles qui instaure un statut douanier particulier à la province pour éviter le retour d'une frontière physique avec la République d'Irlande voisine. Selon le DUP, il porte atteinte à l'intégrité du Royaume-Uni en créant une frontière commerciale de fait entre l'Irlande du Nord et le reste du pays.

«Chacun campe sur ses positions. Or, la population a d'autres préoccupations en tête que de nouvelles élections», constate Fabrice Mourlon, professeur de civilisation britannique et irlandaise à l'université Sorbonne-Nouvelle. Faute de gouvernement, le budget n'a toujours

pas été voté, entraînant la colère des fonctionnaires de la province.

«Chacun campe sur ses positions. Or, la population a d'autres préoccupations en tête que de nouvelles élections.»

Aussi, Claire Hanna, députée du SDLP, partisocial-démocrate et travailliste représentant les catholiques d'Irlande du Nord, propose que «le gouvernement de la République d'Irlande soit associé à la gouvernance quotidienne de l'Irlande du Nord au côté du Parlement britannique, et que lui soit dévolu un rôle dans la gestion des budgets des écoles et des hôpitaux.» Car, en l'absence d'un gouvernement à Belfast, c'est Londres qui administre les affaires courantes. Pour Claire Hanna, «le Parti conservateur (britannique, NDLR) ne représente pas et n'a pas à cœur les intérêts des gens d'ici». Selon elle, cette situation ne fait que pousser encore plus de gens vers la réunification des deux Irlandes.

Comme le DUP ferme toutes les options, «les gens vont en trouver d'autres».

Le nouveau premier ministre, Rishi Sunak, a assuré à la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen qu'il préférerait une «solution négociée» sur le protocole. «Lorsqu'il était dans le gouvernement Johnson, Rishi Sunak avait une position plutôt modérée, mais comme il a intégré plusieurs figures eurosceptiques dans son gouvernement, on ne sait pas dans quel sens il va aller», souligne Fabrice Mourlon.

Agnès Rotivel

FRANCE 24
UNE SEMAINE
DANS LE MONDE

STÉPHANIE ANTOINE
VENDREDI À 19H10

L'actualité française et internationale
décryptée chaque semaine

En partenariat avec
LA CROIX

